

CANADA-REVUE

POLITIQUE — LITTÉRATURE — THÉÂTRE — BEAUX-ARTS

Vol. VI

MONTREAL, 17 FEVRIER 1904.

No. 7

LA QUESTION UNIVERSITAIRE

La rupture que nous avons déjà fait pressentir entre les professeurs de l'Université Laval et le Syndicat financier, présidé par l'archevêque de Montréal, est aujourd'hui un fait accompli, et après dix-sept années d'efforts et de sacrifices, après toutes les concessions et les attermoiments possibles, les professeurs ont entièrement repris leur libre arbitre pour orienter l'Université dans la direction qui leur semblera la plus judicieuse pour le bien général de l'éducation et de la jeunesse confiée à leurs soins.

Cet événement de la plus haute importance dans l'histoire universitaire du Canada est le résultat d'une démarche collective des délégués de l'Université, auprès de Mgr Fabre, démarche que nous avons annoncée il y a quelques semaines, et qui a eu lieu le 8 février dernier.

Nous n'avons pas besoin de revenir sur les griefs des professeurs de Laval, nous les avons déjà exposés dans ces colonnes, et d'ailleurs, ils sont tellement patents qu'il n'est permis à personne de les ignorer.

L'Université Laval de Montréal, qui compte plus de 300 élèves, c'est-à-dire plus que les trois universités de la province de Québec, plus que le McGill, Bishop et Laval de Québec réunis, se trouve, on le sait, placée au point de vue des finances, au point de vue du local et du matériel d'enseignement, dans un état absolument honteux et même déshonorant pour ceux qui sont coupables de l'état de choses existant.

Les braves professeurs, qui, depuis tant

d'années, ont donné leur temps, leur savoir et même leur argent pour soutenir une institution qui leur était chère, se sont fatigués à juste titre de se voir maltraiter par ceux qui, après avoir imposé à l'Université le titre de catholique, n'avaient même pas le cœur de lui payer les sommes qui lui revenaient en vertu de ce titre.

Affublée d'un Syndicat financier dont l'histoire reste à écrire et les comptes à vérifier — le jour où l'on mettra la main dessus, — l'Université menaçait de sombrer dans une débacle finale, lorsqu'une décision énergique a été prise après mûre délibération, d'un commun accord, par les professeurs.

Ces messieurs se sont entendus afin d'établir leurs besoins pour l'accomplissement de leur besogne universitaire, et après avoir réduit au minimum les sommes requises en sont venus à la conclusion qu'une allocation annuelle de \$10,000 leur était indispensable, non pas pour mettre l'Université sur un pied prospère, mais seulement pour accomplir leurs devoirs et donner l'enseignement dans des conditions convenables, puis ils ont décidé de s'adresser à Mgr Fabre afin de lui demander s'il voulait s'engager, de concert avec ses collègues des diocèses de Sherbrooke, de St-Hyacinthe et de Valleyfield, qui ressortissent à l'Université de Montréal, à fournir cette modeste somme pour leur université catholique.

Entre ces quatre riches diocèses, c'eût été une faible contribution, d'autant moins sensible que jamais l'Université n'a pu avoir le compte des \$40,000 des Jésuites et des cinq cents par messe qui sont évidemment consacrés à des